

**Assemblée générale**

Soixante-cinquième session

Documents officiels

80^e séance plénière

Lundi 21 mars 2011, à 15 heures

New York

Président : M. Deiss (Suisse)

La séance est ouverte à 15 h 5.

Point 30 de l'ordre du jour (suite)**Rapport de la Commission de consolidation de la paix****Rapport de la Commission de consolidation de la paix (A/65/701)****Point 109 de l'ordre du jour (suite)****Rapport du Secrétaire général sur le Fonds pour la consolidation de la paix****Rapport du Secrétaire général sur le Fonds pour la consolidation de la paix (A/65/353)**

M. Çorman (Turquie) (*parle en anglais*) : Dès le lendemain des conflits se dressent devant nous une multitude de défis, depuis l'appui à apporter aux processus politiques et de réconciliation jusqu'à l'instauration d'un climat de sécurité, en passant par la consécration de l'état de droit dans la loi et la fourniture des services de base. À cet égard, l'Organisation des Nations Unies, par l'intermédiaire de la Commission de consolidation de la paix en particulier, a un rôle important à jouer.

Depuis sa création, la Commission s'est employée à renforcer son cœur de métier, le conseil, en s'efforçant d'apporter la réponse la plus efficace aux besoins des pays qui sortent d'un conflit afin qu'ils progressent vers une paix durable. Elle a apporté des

preuves croissantes de son soutien en aidant à canaliser les ressources vers les priorités fondamentales de la consolidation de la paix et en appuyant le renforcement des capacités nationales. À cet égard, nous prenons note avec satisfaction des efforts que la Commission déploie actuellement pour mobiliser et conserver l'attention de la communauté internationale. Nous nous félicitons également de la récente création de sa formation sur la Guinée, qui, à notre avis, permettra d'accélérer les progrès des activités de consolidation de la paix dans ce pays.

S'agissant de l'examen de la Commission, je souhaite mettre l'accent sur plusieurs points que nous estimons essentiels au succès des efforts déployés pour relever les défis qui se posent aux pays au lendemain d'un conflit, en particulier les pays inscrits à l'ordre du jour de la Commission de consolidation de la paix. Nous devons tout d'abord adopter une démarche intégrée et globale, fondée sur la cohérence entre les objectifs politiques et les objectifs de sécurité, de développement, de respect des droits de l'homme, d'aide humanitaire et de primauté du droit. Cela passe également par une harmonisation des politiques et des procédures entre les différentes entités des Nations Unies.

Nous considérons qu'il faut donner la priorité à la mise en place des institutions nationales et à la prise en charge croissante des processus de consolidation de la paix par les pays concernés. Recenser, pour les renforcer, les capacités locales existantes, est à cet

Ce procès-verbal contient le texte des déclarations prononcées en français et l'interprétation des autres déclarations. Les rectifications ne doivent porter que sur les textes originaux des interventions. Elles doivent être indiquées sur un exemplaire du procès-verbal, porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées au Chef du Service de rédaction des procès-verbaux de séance, bureau U-506. Les rectifications seront publiées après la clôture de la session dans un rectificatif récapitulatif.



égard primordial. Il est donc indispensable que les autorités nationales et les acteurs internationaux travaillent en coopération étroite. À cet égard, l'examen du déploiement des capacités civiles (A/65/747) nous paraît extrêmement important. Nous ne devons également pas perdre de vue que chaque pays est unique. Par conséquent, la définition des priorités liées aux activités de consolidation de la paix et au renforcement des capacités doit se faire en fonction de la situation spécifique de chaque pays. Pour cela, la planification stratégique doit être suffisamment souple pour toutes les activités de consolidation de la paix.

Je voudrais également mettre l'accent sur l'importance du rôle des femmes, non seulement dans la consolidation de la paix mais aussi dans la prévention et le règlement des conflits. Il faut que les femmes participent toujours plus à la consolidation de la paix à toutes les étapes de notre action. Nous nous félicitons à cet égard de la prise de conscience croissante, au sein du système des Nations Unies et chez les États Membres, de la nécessité de lever les obstacles qui s'opposent à leur participation de plein droit. Nous formons le vœu de voir les femmes s'affirmer de plus en plus dans les processus de consolidation de la paix.

La Commission, quant à elle, pourra en arriver à jouer pleinement le rôle indispensable qui est le sien et tenir ainsi ses promesses, si elle tient dûment compte des priorités que je viens de citer. Les contributions de la Commission peuvent considérablement améliorer les résultats des activités de consolidation de la paix et les effets des efforts internationaux.

L'efficacité de la Commission de consolidation de la paix dépendra du niveau d'engagement des États Membres. La Turquie est disposée à continuer d'appuyer de toutes les façons possibles les activités de consolidation de la paix menées par l'ONU, notamment en collaborant davantage avec la Commission. Nous sommes également prêts à partager les enseignements tirés de notre participation active et de notre soutien aux efforts de relèvement dans les pays qui sortent d'un conflit dans diverses régions du monde.

M. Barton (États-Unis d'Amérique) (*parle en anglais*) : À l'instar des autres orateurs, les États-Unis remercient l'Ambassadeur Wittig, l'Ambassadeur Gasana, les Présidents des six formations par pays, les trois Ambassadeurs qui ont mené l'examen de 2010

(voir A/64/868), le Bureau d'appui à la consolidation de la paix et nos nombreux partenaires locaux pour leur dynamisme et leur dévouement. Ils méritent tous d'être félicités pour les progrès qui ont été accomplis.

Les États-Unis d'Amérique maintiennent leur soutien sans réserve à l'action de la Commission de consolidation de la paix, car la promotion d'une paix durable est au cœur même des activités de l'ONU. Nous nous félicitons de l'importance croissante de la Commission de consolidation de la paix et du Fonds pour la consolidation de la paix. Ils attirent notre attention sur les pays qui sortent de conflit, nous prodiguent des conseils et proposent des stratégies pour instaurer une paix durable, et fournissent les ressources nécessaires pour éviter un retour de la violence.

Nous nous félicitons des efforts consentis pour remédier à nombre des lacunes mises en lumière dans l'examen mené l'année dernière, ainsi que des progrès accomplis cette année, en particulier dans les pays qui sont inscrits à son ordre du jour.

Nous saluons les efforts déployés par la Commission pour adapter ses cadres stratégiques aux stratégies nationales et pour alléger la lourde charge administrative et les coûts des transactions supportés pour les parties prenantes nationales et les acteurs opérationnels. Nous avons pu le constater dans un certain nombre de pays inscrits à l'ordre du jour de la Commission, de même que actuellement dans son perfectionnement au Libéria. Nous exhortons la Commission à entamer son travail en Guinée avec la même efficacité et les mêmes innovations.

Nous saluons les efforts du Groupe de travail sur les enseignements de l'expérience, et nous l'invitons à continuer de promouvoir un dialogue véritable et à faire en sorte que ses débats et ses conclusions aient un lien plus direct avec les programmes de la Commission de consolidation de la paix et du Fonds pour la consolidation de la paix sur le terrain. Il convient de saluer les efforts accomplis par le Fonds pour la consolidation de la paix pour devenir un instrument rapide et utile pour les efforts précoces de consolidation de la paix. Nous l'exhortons à mieux définir son approche dans les pays inscrits à l'ordre du jour de la Commission, et à faire en sorte que les dirigeants et acteurs nationaux soient associés au succès de ses programmes.

Bien qu'elle ait accompli des progrès considérables, la Commission se heurte toujours à des

défis de taille. La Commission doit s'employer davantage à faire en sorte que les objectifs fixés à New York correspondent aux programmes et aux besoins des autorités nationales sur le terrain. Elle doit également améliorer la coordination avec les institutions internationales s'agissant de l'évaluation des besoins et des programmes, renforcer la prise en main nationale et les capacités nationales, concevoir des moyens permettant de mesurer les résultats, consolider les partenariats avec les institutions financières internationales, veiller à la coordination des visions cohérentes et des efforts de tous les acteurs qui opèrent dans des pays où le système des Nations Unies mène des activités de consolidation de la paix.

La Commission et le Fonds continuant à prendre de l'ampleur et le nombre de pays inscrits à l'ordre du jour étant en augmentation, il est encore plus indispensable que l'ONU renforce ses capacités de consolidation de la paix.

C'est maintenant qu'il faut agir, puisque de plus en plus de pays se tournent vers l'ONU pour obtenir les ressources et l'assistance dont ils ont besoin pour faire face aux conflits.

M^{me} Pinto Lopes D'Alva (Guinée-Bissau) (*parle en anglais*) : Puisque c'est la première fois que je prends la parole devant l'Assemblée générale sous votre présidence, Monsieur le Président, je voudrais vous féliciter pour votre dévouement aux travaux de l'Assemblée à sa soixante-cinquième session, et vous remercier de me donner la parole sur cette question importante. Au nom de mon gouvernement, je tiens également à féliciter le Représentant permanent du Rwanda, S. E. l'Ambassadeur Gasana, de son accession à la présidence de la Commission de consolidation de la paix, un organe auquel la Guinée-Bissau attache une extrême importance. Je voudrais réaffirmer que mon pays est confiant qu'il saura remplir son rôle et le féliciter, lui et son équipe, d'avoir présenté un rapport très positif (A/65/701).

Je saisis également cette occasion pour remercier son prédécesseur, S. E. l'Ambassadeur Wittig, le Représentant permanent de l'Allemagne, de l'excellent travail qu'il a effectué au cours de son mandat, et de son dévouement à la cause de la paix en Guinée-Bissau. De même, je souhaite exprimer la chaleureuse gratitude de ma délégation à la Représentante permanente du Brésil, S. E. l'Ambassadrice Maria Luiza Viotti, Présidente de la formation Guinée-Bissau

de la Commission, ainsi que son équipe et tous les membres de la formation pour l'excellent travail qu'ils ont réalisé en faveur de la paix et du développement en Guinée-Bissau.

Je tiens aussi à dire combien mon pays est reconnaissant de la création de cet important organe qui, en coordination avec le Bureau intégré des Nations Unies pour la consolidation de la paix en Guinée-Bissau, suit de très près le processus de consolidation de la paix dans notre pays. La Guinée-Bissau, qui sort d'un conflit et possède des structures économiques fragiles, est confrontée à d'énormes défis et n'aurait pas été en mesure de franchir toute seule des étapes importantes sans l'appui constant de la Commission de consolidation de la paix, qui a joué un rôle important sur notre continent, et en particulier dans notre sous-région.

En dépit des difficultés que nous avons rencontrées au cours des 10 dernières années, il convient d'indiquer que des progrès considérables ont été enregistrés récemment dans le domaine du développement socioéconomique, grâce aux réformes mises en œuvre et aux grands sacrifices consentis par mon gouvernement afin de garantir la paix et le développement durable. La Guinée-Bissau s'est employée à gérer ses finances publiques avec rigueur, ce qui a généré des tendances économiques positives et, en conséquence, lui a permis d'atteindre en décembre dernier le point d'achèvement de l'Initiative en faveur des pays pauvres très endettés, grâce à laquelle notre dette extérieure s'est réduite considérablement. Nonobstant tous les efforts déployés à cette fin, nous devons aussi remercier la Commission de consolidation de la paix en général, et la formation Guinée-Bissau de la Commission en particulier, ainsi que tous les pays qui ont contribué à l'adoption de cette décision grâce à leur appui auprès des institutions financières internationales à Washington.

Le Gouvernement bissau-guinéen a accompli des efforts dans le domaine de la consolidation de la paix en mettant en place de nombreux projets afin de garantir la paix et le bien-être de notre population. Comme chacun le sait, les femmes sont des acteurs importants de la consolidation de la paix dans toute société, et c'est pourquoi en Guinée-Bissau, les femmes sont impliquées dans le processus de prise de décisions et dans les efforts de consolidation de la paix. L'autonomisation des femmes est un secteur fondamental dans lequel le Gouvernement met en

œuvre des projets et des programmes, notamment dans les domaines des soins de santé primaires et de l'éducation, de même que de la formation professionnelle, afin de permettre aux femmes de mener des activités davantage génératrices de revenus. La Guinée-Bissau étant un pays où la majorité de la population est composée de jeunes, notre gouvernement, en coopération avec ses partenaires internationaux et avec l'ONU, a créé des centres de formation technique et professionnelle afin d'assurer une meilleure formation des ressources humaines. Plus de 100 jeunes ont acquis des compétences professionnelles dans de nombreux domaines techniques, et cela est pour nous important en tant qu'il permet de réduire les tensions sociales parmi cette tranche de la population.

En même temps, en partenariat avec le Programme des Nations Unies pour le développement, le Gouvernement a mis en œuvre un projet intitulé « Emprego Novem » qui a permis de mettre en place un système de création d'emplois géré par des jeunes ayant reçu une formation. Ce système permet d'avoir accès au crédit bancaire pour la création d'entreprises, ce qui a pour effet également de réduire le taux de chômage dans le pays.

Ma délégation salue et apprécie le rapport du Secrétaire général sur le Fonds pour la consolidation de la paix ([A/65/353](#)) car il est d'une grande importance pour le travail de la Commission de consolidation de la paix qui, en coordination avec le Bureau d'appui à la consolidation de la paix, sera mieux à même d'aider à la mise en œuvre des projets de consolidation de la paix dans les pays à l'examen. L'initiative prise récemment par le Fonds pour la consolidation de la paix d'allouer 16,8 millions de dollars aux domaines prioritaires de la Guinée-Bissau est fort louable, et nous en sommes reconnaissants. La Guinée-Bissau est résolue à répondre aux exigences de la communauté internationale, dont l'appui et les fonds sont d'une très grande importance pour la mise en œuvre de ses projets et de ses réformes dans tous leurs aspects. Nous continuons, dans ce processus, à compter sur l'assistance de l'ensemble de nos partenaires internationaux.

Avant de conclure, je voudrais saluer le travail accompli par la Commission de consolidation de la paix, l'équipe de son Bureau d'appui, le Fonds pour la consolidation de la paix, la formation Guinée-Bissau de la Commission, toute l'équipe des Nations Unies et

les États Membres pour leur participation très active aux efforts de consolidation de la paix menés dans notre pays.

M. Sow (Guinée) : Monsieur le Président, je tiens tout d'abord à vous remercier d'avoir organisé cet important débat conjoint sur les activités de la Commission et du Fonds pour la consolidation de la paix. Je voudrais également exprimer la reconnaissance de ma délégation pour la qualité et la profondeur des rapports présentés par le Président de la quatrième session de la Commission de consolidation de la paix, le Représentant permanent de l'Allemagne, S. E. l'Ambassadeur Peter Wittig ([A/65/353](#)), et par le Secrétaire général de notre organisation ([A/65/701](#)).

Nous accueillons avec le plus grand intérêt les déclarations prononcées par S. E. M. Eugène Richard Gasana, Président de la Commission de consolidation de la paix, dont je salue le leadership dynamique, et par les Présidents des différentes formations de la Commission pour nourrir la réflexion et contribuer à des délibérations fructueuses de notre assemblée. Nous remercions les cofacilitateurs, les Représentants permanents de l'Afrique du Sud, de l'Irlande et du Mexique, pour leurs recommandations pertinentes issues de l'examen du dispositif de consolidation de la paix des Nations Unies.

Ma délégation souscrit pleinement à la déclaration faite au nom du Mouvement des pays non alignés par S. E. M. Abdel Momen, Ambassadeur et Représentant permanent du Bangladesh, et souhaite faire les observations suivantes à titre national.

La République de Guinée reconnaît le rôle crucial que joue la Commission de consolidation de la paix en tant qu'organe intergouvernemental chargé d'appuyer l'élaboration et la mise en œuvre des stratégies de consolidation de la paix et d'assurer une meilleure coordination pour les pays qui sortent de conflits ou d'une crise sociopolitique aiguë.

Je voudrais, dans ce contexte, exprimer aux membres du Comité d'organisation de la Commission de consolidation de la paix, ainsi qu'aux membres de notre auguste assemblée, la profonde gratitude du Gouvernement et du peuple guinéens pour l'inscription de la République de Guinée, le 23 février 2011, à l'ordre du jour de la Commission de consolidation de la paix en réponse à une demande nationale pressante, et pour la décision d'établir une formation République de Guinée de la Commission.

Mon pays se félicite de l'élection brillante du Luxembourg pour présider cette sixième et dernière formation de la Commission et s'honore de l'acceptation de cette redoutable charge par notre collègue, S. E. M^{me} Sylvie Lucas, Ambassadeur et Représentante permanente du Luxembourg auprès de l'Organisation des Nations Unies.

Nous rendons un hommage singulier aux Présidents des quatrième et cinquième sessions de la Commission, les Représentants permanents de l'Allemagne et du Rwanda auprès de l'Organisation des Nations Unies, et à travers eux, à leurs bureaux respectifs pour leurs efforts louables ayant permis l'aboutissement des consultations intenses engagées en faveur de l'accompagnement de la Guinée par la Commission de consolidation de la paix.

Par cette démarche en direction de la Commission, jusque-là sans précédent, les nouvelles autorités issues des élections les plus libres, démocratiques et transparentes jamais organisées en Guinée, attestent de leur volonté politique résolue d'asseoir les bases d'une paix, d'une stabilité et d'une concorde nationale durables dans le pays et dans la sous-région. En effet, alors que sous la présidence du professeur Alpha Condé, la Guinée entame sa nouvelle ère démocratique, les chances de paix, de sécurité, de développement et de respect des droits de l'homme dépendent de l'engagement politique et de la capacité du nouveau Gouvernement à s'acquitter de ses responsabilités, de même que de l'appui que la communauté africaine et internationale est disposée à lui apporter sur le chemin difficile du relèvement et de la réconciliation de la nation.

Les défis à relever sont si nombreux et complexes que les crises ayant fragilisé la Guinée ont été longues, profondes, alimentées par la mauvaise gouvernance, l'instabilité politique et institutionnelle, l'impunité, les violations massives et répétées des droits de l'homme, la pratique généralisée de la corruption, et dans le contexte sous-régional, gravement affectées par les guerres civiles et la propagation de la criminalité transnationale organisée, notamment le trafic de drogue.

Pour faire face aux défis de la fragilité de la paix, de l'unité nationale et de la reconstruction au lendemain des élections présidentielles, le Gouvernement guinéen a souhaité concentrer sa demande de soutien, de conseil et d'accompagnement

dans les domaines prioritaires suivants : la politique d'emploi des jeunes et des femmes; la promotion de la réconciliation et de l'unité nationales; la réforme du secteur de la défense, de la sécurité et des autres secteurs chargés de la mise en place d'un état de droit et de la bonne gouvernance; le parachèvement de la transition démocratique à travers les préparatifs et l'organisation d'élections législatives permettant la mise en place de l'Assemblée nationale, avec le concours des acteurs politiques, dans la transparence et la concorde nationale.

Je saisis cette opportunité pour exprimer l'appréciation du peuple et du Gouvernement guinéens au Secrétaire général de notre organisation et à la Sous-Secrétaire générale chargée du Bureau d'appui à la consolidation de la paix qui ont fait du Fonds pour la consolidation de la paix un instrument rapide, pertinent et catalytique en faveur de la prévention de conflits violents, de la facilitation du dialogue politique et du rétablissement de l'ordre constitutionnel en Guinée.

Pour conclure, je voudrais, au nom du Gouvernement guinéen, adresser notre profonde gratitude à la communauté africaine et internationale ainsi qu'aux partenaires de la Guinée qui ont œuvré sans relâche en faveur de cette transition pacifique et démocratique que le peuple guinéen appelait de tous ses vœux. Je tiens à vous assurer, Monsieur le Président, que le Gouvernement guinéen ne ménagera aucun effort pour travailler avec la Commission de consolidation de la paix et tous les acteurs nationaux, régionaux et internationaux pour jeter les bases d'une paix, d'une stabilité et d'un développement durables en Guinée et dans la sous-région.

M^{me} Tawk (Liban) (*parle en anglais*) : Monsieur le Président, nous vous remercions d'avoir organisé la présente séance. Nous voudrions également remercier l'Ambassadeur Wittig des efforts résolus qu'il a déployés pendant sa présidence du Comité d'organisation de la Commission de consolidation de la paix et souhaiter plein succès au nouveau Président en exercice de la Commission, l'Ambassadeur Gasana.

Nous voudrions nous associer à la déclaration faite par le représentant du Bangladesh au nom du Mouvement des pays non alignés.

Dans le cadre de son engagement dans les différents pays inscrits à son ordre du jour, la Commission de consolidation de la paix a d'ores et déjà obtenu des résultats concrets. Que ce soit par

l'appui apporté pendant les élections au Burundi ou en contribuant à la relance économique en Sierra Leone, la Commission a prouvé son utilité en tant qu'instance centrale chargée des activités de consolidation de la paix au sein du système des Nations Unies. Néanmoins, il reste encore maints défis à relever dans les pays inscrits à son ordre du jour.

L'examen du dispositif de consolidation de la paix qui s'est achevé cette année a engendré une dynamique fort utile que nous pourrions mettre à profit pour relever ces défis de manière globale et avec plus de détermination. À cet égard, nous notons avec satisfaction que le rapport de la Commission sur les travaux de sa quatrième session (A/65/701) dont nous sommes saisis tient compte des recommandations issues de l'examen du dispositif. Nous constatons également avec plaisir les progrès réalisés en réponse à un certain nombre de ces recommandations. Nous devons toutefois redoubler d'efforts pour répondre aux espoirs suscités par l'examen et les recommandations auxquelles il a donné lieu.

Il convient à notre avis d'accorder une attention particulière aux progrès réalisés dans les domaines fondamentaux suivants. Premièrement, dans le cadre de ses activités, la consolidation de la paix doit continuer de renforcer au maximum l'appropriation nationale en amenant les populations à participer aux processus le plus rapidement et le plus largement possible, et ce dans le cadre de leur propre structure de gouvernance. Cette action doit s'adapter aux différents contextes et viser à encourager les différents acteurs et partenaires à rétablir les capacités nationales dans le domaine de la gouvernance et de la prestation de services, selon les besoins spécifiques du pays concerné.

Deuxièmement, il est essentiel de renforcer la coopération entre la Commission et le Fonds pour la consolidation de la paix de manière à ce que la mobilisation des ressources se fasse en fonction de la demande et permette ainsi d'appuyer des objectifs de consolidation de la paix plus ambitieux. Les engagements réciproques pris par les acteurs nationaux et leurs partenaires régionaux et internationaux doivent s'accompagner d'une responsabilisation mutuelle.

Troisièmement, il est également indispensable que tous les membres du Comité d'organisation usent de leur poids politique pour rassembler les acteurs autour d'objectifs communs de consolidation de la

paix, avec l'appui de la formation consacrée au pays en question.

Nous attendons avec intérêt le rapport intérimaire qui sera publié prochainement par la Commission de consolidation de la paix pour suivre les progrès réalisés dans la mise en œuvre des recommandations issues de l'examen de la Commission, comme l'indique le Secrétaire général dans son rapport.

Nous partageons également l'avis exprimé par le représentant du Bangladesh, qui a souligné que pour que la Commission puisse s'acquitter de ses responsabilités, ses travaux et ses activités doivent avoir des effets cumulés.

Les activités de consolidation de la paix influenceront inévitablement la forme et la direction que prendront la paix et la stabilité dans un pays. Il nous appartient donc de fournir les outils nécessaires au succès de cette entreprise.

M. Kamara (Sierra Leone) (*parle en anglais*) : Tout d'abord, je voudrais remercier le Secrétaire général, ainsi que le Président et les membres de la Commission de consolidation de la paix du rapport détaillé sur le Fonds pour la consolidation de la paix (A/65/353) et du rapport de la Commission de consolidation de la paix (A/65/701) établis respectivement en application des résolutions 63/282 et 60/180 de l'Assemblée générale. La Sierra Leone accueille avec satisfaction ces rapports, qui décrivent les programmes et activités de la Commission de consolidation de la paix en Sierra Leone et les travaux de la Commission pendant la période considérée.

Je voudrais également remercier le Président sortant de la Commission de consolidation de la paix de sa déclaration, d'avoir si bien dirigé les travaux de la Commission et d'avoir appuyé les activités du Président et des membres de la formation Sierra Leone. Dans le même ordre d'idées, je voudrais souhaiter la bienvenue au nouveau Président de la Commission de consolidation de la paix et l'assurer de l'appui de la Sierra Leone et de notre disposition à partager nos expériences et les enseignements que nous en avons tirés en vue de contribuer à l'amélioration des travaux de la Commission.

La Commission a réalisé des progrès louables, s'agissant de donner suite aux recommandations issues de l'examen de 2010. Nous nous félicitons en particulier de la création d'une formation Libéria de la

Commission de consolidation de la paix et nous réjouissons à la perspective de l'inscription de la Guinée à l'ordre du jour de la Commission. L'inscription de ces deux pays frères à l'ordre du jour de la Commission de consolidation de la paix ne fera que renforcer la paix et la sécurité dans le bassin du fleuve Mano.

Nous notons avec satisfaction les plans de la Commission en vue de donner suite aux recommandations issues du processus d'examen ayant trait à l'amélioration des rapports annuels présentés à l'Assemblée générale et au Conseil de sécurité. Ceci non seulement stimulera l'intérêt que ces deux organes portent aux travaux de la Commission, mais fournira également un cadre de discussion sur les effets des activités de consolidation de la paix dans les pays où la Commission intervient déjà tout en améliorant ceux de l'action de la Commission sur la création de capacités nationales, la mobilisation des ressources et les efforts visant à rassembler les principaux acteurs autour des objectifs communs de consolidation de la paix.

Étant donné l'importance des partenariats en matière de consolidation de la paix et leur utilité pour relever divers défis, nous devons y accorder beaucoup d'attention dès le début des missions de maintien de la paix, en privilégiant une démarche intégrée aussi bien pendant la phase de maintien de la paix que pendant celle de consolidation de la paix. En particulier, l'établissement et le renforcement des partenariats avec les parties prenantes, telles que les institutions financières internationales, la société civile, les milieux universitaires et les organisations régionales, permettront sans aucun doute d'améliorer les résultats obtenus, de faire mieux connaître le rôle et les activités de la Commission et de rendre plus visibles ses effets.

À cet égard, les efforts déployés par la Commission pour faire participer les institutions financières internationales et les institutions régionales, notamment la Banque mondiale et l'Union africaine, sont très louables. Nous nous félicitons également des efforts déployés par la Commission pour faire du renforcement de l'interaction avec les organes principaux de l'ONU une priorité. Cela renforcera davantage son rôle consultatif et accroîtra l'intérêt que les membres de l'Assemblée générale, du Conseil de sécurité et du Conseil économique et social portent à ses travaux.

Nous saluons l'initiative prise par le Gouvernement autrichien et d'autres partenaires d'organiser un séminaire régional portant sur les stratégies de réintégration durable et de création d'emplois et sur les enseignements tirés de leur application en Afrique de l'Ouest, qui s'est tenu à Freetown les 2 et 3 décembre 2010. Nous avons également accueilli avec satisfaction le document de réflexion préparé à cet effet par des partenaires internationaux de la Sierra Leone, à savoir l'ONU, la Banque mondiale, la Coopération allemande au développement, le Fonds international de développement agricole et l'Union européenne. Ce séminaire a été organisé au moment opportun, et il faudra tirer parti des discussions très enrichissantes menées à cette occasion et les utiliser comme référence pour les débats futurs portant sur le problème du chômage des jeunes dans le cadre de la consolidation de la paix.

Le principal enseignement tiré par la Sierra Leone du partenariat entre la communauté internationale et le Gouvernement et le peuple sierra-léonais dans le cadre de la reconstruction de l'État est qu'il est nécessaire de prendre en considération et d'appuyer les processus démocratiques nationaux et les priorités du pays en matière de développement. Rendre le Gouvernement responsable, transparent et participatif est en cela essentiel.

Les processus de consolidation de la paix doivent s'adapter aux contextes et aux pays concernés. S'il est vrai que l'on peut s'inspirer d'enseignements tirés de l'expérience acquise dans un contexte particulier, ces enseignements seraient plus utiles d'un point de vue conceptuel que d'un point de vue pratique. En matière d'établissement de priorités, il faut tenir compte de toute une série d'expériences et d'orientations en vue de définir des stratégies intégrées de consolidation de la paix. L'expérience nous apprend également qu'en matière de consolidation de la paix, il faut du temps pour que les concepts soient assimilés et pour que les activités y relatives soient prises en main et dirigées par les acteurs nationaux.

S'il est vrai que le dispositif de consolidation de la paix a fait ses preuves, il est de plus en plus nécessaire de renforcer son engagement afin que la paix s'inscrive dans la durée, bien après la fin des missions de maintien de la paix, pour éviter que les pays ne retombent dans des conflits.

Je voudrais terminer en félicitant le Président de la formation Sierra Leone, l'Ambassadeur John McNeil, et les membres de cette formation pour le travail accompli. Nous saluons les efforts qu'ils ont déployés en matière de consolidation de la paix, et nous les encourageons à maintenir la dynamique dans la mobilisation des ressources pour combler le déficit de financement pour la mise en œuvre de la Vision

commune des Nations Unies et le Programme pour le changement élaboré par le Gouvernement.

Le Président : L'Assemblée générale a ainsi achevé la phase actuelle de son examen des points 30 et 109 de l'ordre du jour.

La séance est levée à 15 h 40.